



Texte à lire

Mesdames, messieurs les bénévoles et associatifs, monsieur le Maire d'Orsay, monsieur le maire de Saclay, messieurs les bétonneurs, architectes-urbanistes et communicants à leur service, et toutes les personnes qui gagnez votre vie, de gré ou de force, grâce à la destruction de nos terres agricoles.

Une énième consultation sur la bétonisation du plateau de Saclay est donc organisée par l'Etablissement Public d'Aménagement Paris Saclay (EPAPS), opérateur de la prétendue « Opération d'Intérêt National » du même nom.

Elle actera la transformation en ville nouvelle de la frange sud du plateau de Saclay entre Moulon et Corbeville :

- construction d'un métro aérien surdimensionné et inadapté aux besoins
- construction d'un grand centre hospitalier inaccessible (après avoir fermé près de 1000 lits à Orsay, Juvisy et Longjumeau)
- construction d'un échangeur routier (alors qu'il en existe déjà un)
- et de logements prétendument « sociaux »... (lire : des résidences étudiantes hors de prix).

Le tout au détriment de près de 100 hectares de terres agricoles exceptionnelles, considérées par les agronomes de la SAFER comme les meilleures du plateau de Saclay, à préserver absolument selon eux.

Nous souhaitons tout d'abord rafraîchir un peu la mémoire des personnes présentes :

- Souvenons-nous de l'**opposition des populations** à ce projet, exprimée massivement à chaque enquête publique, à Saclay comme à Orsay, notamment en 2018.
- Souvenons-nous des promesses de **M. le Maire d'Orsay**, qui réfutait vigoureusement le terme de "ville nouvelle", car le projet disait-il serait ultra-écologique. Comment doit-on qualifier le projet qui se dessine aujourd'hui sur le plateau ?
- Souvenons nous de la belle motion adoptée à l'unanimité en juillet 2020 par le conseil municipal de Saclay sous votre houlette **M. le Maire de Saclay**, pour contester l'urbanisation massive de la région. Les faits énoncés dans cette motion ont-ils moins d'actualité aujourd'hui, alors que la crise climatique et l'effondrement du vivant sont à nos portes ?
- Souvenons-nous des "**lisières**", ces larges espaces arborés qu'on allait préserver entre ville et campagne, pour permettre aux citadins de passer de l'une à l'autre sans choc excessif.
- Souvenons-nous de la pollution de **la friche industrielle Thalès** : arsenic, mercure, plomb, chrome, nickel, hydrocarbures, solvants, PCBs, composés organo-chlorés... : si le site est dépollué, pourquoi ne construit-on pas en toute priorité sur ces surfaces déjà artificialisées pour réduire la consommation de terres agricoles ?

- Et **pour le projet architectural** : nous connaissons par coeur le sempiternel powerpoint déroulant ses rêves de synthèse, où, sous un ciel bleu inoxydable, des playmobils extatiques arpentent des allées éternellement verdoyantes.

Pourtant, **la fin de l'histoire**, nous la connaissons maintenant, elle est déjà sous nos yeux, à Moulon comme à Polytechnique : un chaos de voitures errant entre des empilement de cubes sans âme, tristement alignés le long d'avenues minérales, où les quelques herbacées qui ont survécu à la canicule finissent de jaunir sur d'immenses dalles de béton et de pierre.

Personne n'est plus dupe aujourd'hui. Les enquêtes publiques n'ont pas pour objet de remettre en cause ni même de définir un projet d'aménagement. Comme Frédéric Graber l'explique dans son livre "Inutilité publique", aux yeux de l'administration, l'utilité publique (et plus encore « l'Intérêt National ») ne renvoie pas à l'idée générale de bien commun. C'est un principe au nom duquel il est juridiquement possible de transformer le monde au bénéfice de quelques-uns, et ce quelles qu'en soient les conséquences pour les populations.

Nous savons tous que le but final de cette consultation, comme des précédentes, n'est pas d'ouvrir un débat. **L'enquête publique n'est pas un moment de démocratie, mais la matérialisation de la mort de celle-ci.** L'État, à la fois juge et partie, fixe les termes et le cadre de l'expression du désaccord, refusant toute option divergente ou la remise en cause du projet.

Nous respectons le travail des associations et bénévoles qui malgré tout analyseront scrupuleusement toutes les pages du dossier pour tenter de réduire un peu l'étendue du désastre. Ils sont les premiers à savoir que leur travail est désespéré.

Car les bétonneurs, non contents d'avoir trahi toutes leurs belles promesses d'urbanisme vertueux, ne se donnent même plus la peine aujourd'hui de **masquer leurs mensonges.**

Ainsi, **la brochure de présentation du projet** s'ouvre en **page 2 et 3** sur une vue d'ensemble du campus urbain montrant le secteur de Corbeville comme un espace de respiration verdoyant entre les deux pôles de Polytechnique et Moulon... Il s'agit probablement d'une vue d'artiste datant de l'aube du projet.

Car dans le même document, en page 6, les aménageurs nous donnent une petite idée de leurs intentions réelles : à l'exception du prétendu « corridor écologique » (miraculeusement fonctionnel malgré sa traversée par un métro et 3 boulevards), **tout ou presque est bétonné.**

Dans le même document, on s'aperçoit que les aménageurs **ont appris des mots nouveaux**, empruntés aux quelques urbanistes et socio-économistes qui tentent de concevoir un autre avenir pour nos villes. C'est ainsi que l'EPAPS nous ressort à sa sauce les notions de :

- développement urbain « polycentrique et durable »
- de quartiers « mixtes », d'« habitat participatif » et « partagé »
- on va faire de Corbeville un « Démonstrateur de la ville durable », dûment labellisé par les services de l'État : on attend tous bien sûr avec un grand intérêt leurs leçons d'écologie.
- et on annonce vouloir « mettre fin à l'étalement urbain » (si, si, ils osent !)

Mais le naturel revient au galop : de tout cela, ils ne peuvent s'empêcher de faire de « nouvelles opportunités », de business bien sûr...

On nous oppose souvent « qu'il est trop tard » : le projet est décidé, le coup est parti.

La seule réalité inéluctable, **le seul vrai « coup parti » messieurs les bétonneurs, c'est le désastre climatique et environnemental** que vos politiques ont largement contribué à enclencher, et auquel nous allons tous devoir faire face.

Mais sous prétexte de « réalisme », d'« innovation » et de « rayonnement international », on continue de nous imposer la destruction méthodique de notre environnement et des conditions même de survie de nos enfants.

En dépit de tous les dévoiements mercantiles, les mots ont encore un sens :

Continuer de détruire les espaces naturels et les terres agricoles aux portes de nos villes, qui seront bientôt des ressources vitales pour nous permettre de supporter ce qui arrive, et même pour nous permettre de survivre, **est une politique criminelle.**

L'urgence de la crise climatique et de la biodiversité imposent de **modifier aujourd'hui les modèles et les projets pensés avant sa prise de conscience.** C'est un devoir pour tous, et en particulier pour les décideurs politiques, les représentants de l'Etat et les entrepreneurs qui prospèrent avec l'argent public.

Au nom de nos enfants et des vôtres, au nom du bien commun, nous réclamons

un moratoire sur tous les projets d'aménagement

des mesures fortes pour préserver la vocation agricole du plateau de Saclay

et le soutien au développement d'une agriculture paysanne, nourricière et respectueuse du vivant.

Nous appelons à la création sur le plateau de Saclay, et notamment à Corbeville, de nombreuses fermes paysannes nourricières, dont nous vous apportons une maquette.

Il est toujours temps de prendre une autre direction dans l'aménagement du plateau de Saclay.